

Août 2025

iles  
de  
paix

Analyse

# (Se) dire agriculteur ou paysan, qu'est-ce que ça change?

Dans les discours des syndicats, des organisations de soutien, des principaux intéressés même, on rencontre aussi bien les termes *agriculteur* que *paysan*. Si le premier est perçu comme désignant, de manière relativement neutre, une profession, l'emploi du second est moins anodin et oscille entre réticences et positionnement délibéré. Alors : pourquoi ces deux termes ? Avec quelles nuances et quel historique ? Et comment se positionner ?

Découvrez  
nos autres publications



Avec le soutien de

Anaïs Henry

 FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



## (Se) dire agriculteur ou paysan, qu'est-ce que ça change?

© Michel Goïma - AFD

Dans les discours des syndicats, des organisations de soutien, des principaux intéressés même, on rencontre aussi bien les termes agriculteur que paysan. Si le premier est perçu comme désignant, de manière relativement neutre, une profession, l'emploi du second est moins anodin et oscille entre réticences et positionnement délibéré.

Avant d'envisager la possibilité d'une réappropriation politique, commençons par un petit tour du côté de l'étymologie des deux termes pour nous intéresser ensuite à la manière dont le choix des mots influence nos imaginaires et notre perception du monde.

### Un peu d'étymologie

Le *Dictionnaire de l'Académie française* fait remonter *agriculteur* (composé de *ager*, "champ" et d'un dérivé de *colere*, "cultiver") au XVe siècle seulement, alors que le terme *paysan* est bien plus ancien. Dès la fin de l'Empire romain, *pagani* (issu du latin *pagus*, "pays") désigne en effet les habitants d'une même circonscription administra-

tive et religieuse, par opposition aux *alieni*, c'est-à-dire aux étrangers. Aux IVe et Ve siècles, le christianisme y ajoute une connotation religieuse, les *pagani* (qui ont également donné le mot *païen*) continuant d'honorer les dieux anciens, contrairement aux citadins alors déjà christianisés. À partir du XIe siècle, et bien que les travailleurs de la terre soient alors le plus souvent appelés *vilains*, *serfs* ou *manants*, l'ancien français *paisant* est également attesté pour désigner l'habitant de son pays natal qui vit de la terre.

On le voit : **dès les premiers temps de son emploi, le terme paysan charrie des connotations à la fois valorisantes (liées à la revendication d'un territoire et d'une identité) et stigmatisantes (liées à sa prétendue arriération).** Aujourd'hui encore, alors qu'*urbain* signifie non seulement "de la ville", mais également "poli, courtois", paysan signifie quant à lui à la fois "rural, agricole" et "rustre, grossier".<sup>[1]</sup>

[1] Source : le *Larousse* en ligne, dans lequel *urbanité* est d'ailleurs encore défini comme un synonyme de "politesse, courtoisie".

Cette dichotomie est cohérente avec le mouvement de diffusion des normes sociales valorisées dans la société, des villes porteuses de prestige culturel vers les campagnes.

Au cours de son histoire, le terme *paysan* continue d'**osciller entre valorisation et stigmatisation**, comme l'observent les sociologues Gilles Laferté en 2021 et Anthony Hamon en 2024[1]. Ainsi, dans la littérature du XVIIIe siècle, par exemple, le fait d'être paysan est présenté tantôt comme un gage de simplicité et d'honnêteté (on parle encore aujourd'hui de "bon sens paysan") ; tantôt comme une infamie liée à la pauvreté et à un manque supposé d'éducation. En Wallonie, le locataire d'une ferme (une *cînse*, pour laquelle il paie une redevance appelée *cens* au seigneur féodal) est appelé *cînsî*, "*appellation péjorative qui déplaît aux gens de la terre.* (Ndlr : mais qui perdure pourtant). '*Cînsî sîn sous*', dit-on en se moquant : *fermier sans argent, qui ne possède pas de terrains.*"[2]

Quant au terme d'*agriculteur*, qui n'apparaît qu'au XVIIIe siècle, ce sont les philosophes des Lumières, suivis des élites agricoles du XIXe siècle, qui se mettent à le privilégier, de même que *cultivateurs*, *viticulteurs*, *éleveurs*, etc. La nuance n'est pas anodine : il s'agit désormais de désigner l'exercice de **métiers utiles à l'économie**, en modernisant les campagnes, en rationalisant les cultures à la manière d'autant d'entrepreneurs, **et non plus une classe sociale** dans ses rapports aux autres constituants de la société. Il est intéressant de constater que, dès le début de sa diffusion, **le terme est perçu comme "savant"** (jusqu'à son apparition, le populaire *labourage* l'emportait sur *agriculture*) **et promu de manière volontariste**, comme dans la cinquième édition du *Dictionnaire de l'Académie française*, qui le définit comme "celui qui cultive la terre", en citant l'exemple d' "*Un bon Agriculteur*" (majuscule comprise !)[3], ce qui renseigne en réalité davantage le lecteur sur la volonté de l'auteur de valoriser la notion que sur la définition de celle-ci. La démarche n'a d'ailleurs pas échappé aux auteurs de dictionnaires, dont Littré nous apprend, dans celui qu'il a lui-même publié au

[1] Gilles Laferté, "Loin de 'l'éternel paysan', la figure très paradoxale de l'agriculteur français", sur [The Conversation](#). (27/06/2025) et Anthony Hamon, " 'Paysan' : histoire d'un terme tour à tour stigmatisant et valorisant", sur [Les nouvelles de Rennes 2](#).

[2] Marc Assin, "Jeux de mots, jeux de maux", sur [Le Sillon belge](#).

[3] Jean Pruvost, "D'où vient le mot 'agriculteur' ?", sur le [Portail Langue française du Figaro](#).

XIXe siècle, que certains d'entre eux "*ont attaqué agriculteur comme néologique et barbare*" (cité par Pruvost, 2024). Entre les années 1960 et le début des années 2000, grande époque de la concentration des propriétés foncières et de l'explosion des rendements grâce à la science et aux techniques, la conception productiviste de l'activité agricole culmine, en même temps que l'usage de **l'expression "exploitant agricole"**, apparue pour la première fois vers 1760.



Anthony Hamon (2024) souligne que, dans le même temps, "*avant le début du XXe siècle, très peu de gens ne se sentaient ou ne se disaient 'paysans' dans les campagnes*". Même si cela n'a rien de surprenant dans le contexte évoqué, **comme les principaux concernés ne se saisissaient pas du terme, ils ont laissé le champ libre à quantité de récupérations** pour les désigner dans les discours urbain, mais aussi politique, médiatique et marketing.

## L'urban gaze, un regard réducteur et binaire sur le monde rural

Pour Pierre Bourdieu[4], en étant à la fois délaissée par les principaux intéressés et, dans le même temps, récupérée par d'autres pour les désigner, la

[4] Pierre Bourdieu, "Une classe objet", dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 17-18, "La paysannerie, une classe objet." 1977.

paysannerie est devenue une “classe objet”, car “l’on ne pense à peu près jamais les paysans en eux-mêmes et pour eux-mêmes”, seulement pour y comparer un autre groupe social.

Paradoxalement, il semble que les sociologues consultés jusqu’ici se retrouvent eux-mêmes pris dans cette double dynamique, lorsqu’ils arrêtent leur description de l’évolution du terme à la multiplication de projets agricoles alternatifs portés par autant d’ “enfants de la bourgeoisie urbaine”, “très diplômés” (Laferté, 2021) et autres “contestataires du productivisme” (Hamon, 2024) qui se revendiquent de l’agriculture paysanne comme s’ils l’avaient inventée. Le choix des termes est porteur de sens, puisqu’il illustre très exactement le propos d’Emma Conquet, qui se présente sur LinkedIn comme “journaliste-pigiste décentralisée dans le Lot” et a forgé l’expression *urban gaze* (ou “prisme urbain”), pour “décrire ce regard citoyen (et bourgeois) qui déforme, simplifie et caricature les représentations des territoires ruraux, tout en alimentant un sentiment de supériorité des villes sur les campagnes”[5]. Attribuer aux seuls néo-ruraux la réappropriation du terme *paysan* participe en effet des deux caracté-

[5] Emma Conquet, “Urban Gaze : la ruralité soumise au regard médiatique urbain”, sur [Frustration Magazine](#).

ristiques de cet *urban gaze* : **l’homogénéisation des campagnes et la polarisation de leur image, entre idéalisation et misérabilisme.**

### *L’homogénéisation des campagnes*

La pluralité des territoires ruraux est très souvent réduite, dans le discours des médias nationaux, à “la campagne”, “un bloc uniforme, sans identité. [...] Cette campagne n’est pas ancrée dans une réalité géographique précise, elle est interchangeable, réduite à un simple imaginaire urbain” (Conquet, 2025) décrit par des journalistes le plus souvent issus de classes sociales privilégiées et travaillant pour des rédactions nationales majoritairement basées dans les grandes villes. Les termes et angles d’approche privilégiés pour parler de ruralité accentuent la **binarité entre une ville perçue comme supérieure et “une” campagne qui “n’existe que par sa différence, son absence d’urbanité, appréciée pour sa douceur, son romantisme et son caractère docile et dépolitisé.”**

### *Entre idéalisation médiatique, nationaliste et marketing...*

Si Emma Conquet pointe principalement l’approche des médias qui donnent la parole à des néo ruraux en quête d’authenticité et d’une vie



*“Paysan, c’est quelqu’un qui est en connexion avec la terre et ses consommateurs. Je suis un paysan, proche de la terre et simple... paysan. Oui, je le reconnais, je suis un paysan.”*

Cédric Saccone, maraicher à la Ferme au Moulin (Remicourt), dans le documentaire *Sur le champ !*, en 2020.

plus simple, invisibilisant les habitants locaux “comme si le travail ne se produisait qu’en ville”, on peut sans peine **étendre cette idéalisation à des récupérations** plus concrètes encore, **qui ne sont, une fois de plus, pas sans conséquence sur la perception du terme et de la condition même de paysan.**

**Récupération nationaliste**, tout d’abord, les mots de Jules Michelet dans *Le Peuple* (1846) continuant de sonner juste aux oreilles les plus à droite sur l’échiquier politique, notamment français : “*Le paysan n’est pas seulement la partie la plus nombreuse de la nation, c’est la plus forte, la plus saine, et, en balançant bien le physique et le moral, au total la meilleure*”. De l’incarnation du patriotisme par le “soldat-paysan” de la Première Guerre mondiale à l’opposition entre “paysans” et “migrants” reprise par Marion Maréchal à l’occasion du Salon International de l’Agriculture 2024, en passant par la glorification des traditions provinciales par le régime de Vichy, le discours se veut rassurant, protecteur voire protectionniste, notamment face à la mondialisation[6].



Capture d’écran du compte X de Marion Maréchal.

[5] Ne nous y trompons pas : lorsque l’extrême-droite s’oppose à la mondialisation, cela n’a rien à voir avec la critique qu’en font les mouvements altermondialistes, parce que la logique derrière est totalement différente. Il ne s’agit en effet pour eux que d’une occasion supplémentaire, en jouant sur la confusion, pour réaffirmer la préférence nationale face aux “invasions économiques”, en excluant toute approche solidaire ou transculturelle.

**Récupération marketing**, ensuite, comme l’observait déjà le sociologue Jean-Claude Chamboredon (cité dans Laferté, 2021), pour qui la construction d’une image désindustrialisée de campagnes “sauvages” peuplées de populations “paysannes” participe au développement d’une industrie touristique qui promet le retour au terroir et à la simplicité comme garants d’une authenticité perdue. Par extension, les produits alimentaires qui en sont issus sont présentés comme rares et exclusifs, dans une logique de distinction par rapport aux aliments, forcément artificiels et transformés, qui seraient consommés par les masses.

Étendant, à son habitude, le même argument du privilège à l’ensemble des consommateurs, l’industrie alimentaire a récupéré les termes de *paysan* et *d’agriculteur* pour les associer aux codes visuels d’une ruralité nostalgique et idéalisée : carreaux vichy, photo des producteurs dans leur champ, emploi du possessif (“*nos agriculteurs, nos régions*”), etc.

Les syndicats agricoles dénoncent pourtant l’hypocrisie du procédé, pointant notamment la nécessité, pour l’industrie agro-alimentaire, de revoir ses arguments de vente, notamment suite à la réglementation européenne sur les allégations en matière de santé, mais aussi de redorer son image auprès des agriculteurs après des années de tension sur les prix. Non sans conséquence pour les habitants des campagnes, pour en revenir à Bourdieu (1977), “*la folklorisation, qui met la paysannerie au musée et qui convertit les derniers paysans en gardiens d’une nature transformée en paysage pour citadins, est l’accompagnement nécessaire de la dépossession et de l’expulsion*”. Or, l’enjeu est réel, et pas uniquement pour les travailleurs et travailleuses de la terre. Pour reprendre l’exemple d’Emma Conquet (2025) : “*Si les campagnes sont si ressourçantes, résilientes et ‘heureuses’, pour reprendre le terme d’Emmanuel Macron en déplacement dans un village du Lot en 2021, nécessitent-elles vraiment des services publics ?*”

### ... et misérabilisme condescendant

Dans un tout autre registre, la mise en scène, dans les médias, de néo-ruraux « retournant à la terre » s’accompagne le plus souvent d’un discours de validation des constats (au premier rang desquels



*Tant les discours qui homogénéisent les campagnes que ceux qui polarisent son image contribuent à disqualifier les discours de ses représentants.*

Or, même si “pour la gauche, le terroir, l’identité régionale, les racines paysannes sont des gros mots [qui font] peur, parce que c’est associé à la droite, il faut réinvestir ces mots, ces réalités, pour ne pas laisser les réactionnaires s’en emparer”, comme le souligne Emma Conquet. L’enjeu est réel, à plus forte raison lorsqu’il est précisément question de soutenir la cause paysanne.

## **Revendiquer une identité commune pour faire valoir ses droits**

Fort heureusement, ces récupérations du terme paysan pour servir des intérêts bien éloignés des leurs n’ont pas empêché les principaux concernés de **se le réapproprier pour défendre un modèle agricole alternatif, soucieux de préserver à la fois l’humain et l’environnement**, et en porter la voix jusqu’aux plus hautes instances internationales.

En Belgique, si le terme *paysan* est aujourd’hui absent des noms des trois syndicats agricoles francophones, la FUGEA (fondée en 1973) se définit néanmoins comme un “*mouvement paysan qui développe et soutient des politiques agricoles défendant l’autonomie paysanne et une agriculture durable multifonctionnelle*” et revendique son caractère non aligné par rapport aux autres mouvements puisqu’elle rassemble “*des agriculteurs de tout âge ayant refusé les différentes fusions*”[6]. En ce qui concerne le Mouvement d’Action Paysanne (MAP), il n’est pas considéré comme syndicat, même s’il remplit des missions similaires[7].

on retrouve justement la dégradation des services publics) pourtant déjà amplement dénoncés par des habitants locaux trop souvent présentés comme les victimes passives d’un abandon, se posant en sauveurs, avec toute la condescendance presque coloniale qu’on imagine. Gilles Laferté (2021) n’échappe pas à cette analyse, lorsqu’il se réjouit des “*discours les plus positifs sur l’agriculture et les agriculteurs [...] construits par de nouveaux entrants qui essayent de réinventer le monde dans les campagnes*”, avant d’attribuer la construction d’une **vision miséabiliste de cette même campagne**, entre autres, au “*produit de stratégies syndicales*” consistant à appuyer les revendications du secteur sur la répétition du “*discours sur la pauvreté, l’agribashing, la faiblesse des revenus ou encore le sur-suicide des agriculteurs*”. En d’autres termes : *quand les locaux crachent dans la soupe rurale, heureusement que les nouveaux venus sont là pour la réenchanter. C’est malheureusement un peu court !*

## **Se réapproprier le terme pour reprendre le pouvoir**

Tant les discours qui homogénéisent les campagnes que ceux qui polarisent son image contribuent à disqualifier les discours de ses représentants, au point que **le recours au terme même de paysans finit par mettre mal à l’aise jusqu’aux associations qui les soutiennent, soucieuses de n’apparaître ni conservatrices, ni illuminées.**

Plus récente (1987), la Confédération paysanne, en France, assume quant à elle pleinement l'adjectif et milite pour le maintien de "structures agricoles diversifiées" et contre "un modèle agricole qui conduit à la domination économique de quelques structures hyperproductives et hyperconcentrées".

*"Faire paysan, c'est travailler plus que tout le monde et gagner moins que tout le monde pour nourrir des gens qui croient qu'on les empoisonne".*

Agriculteur anonyme cité par Blaise Hofmann dans son essai *Faire paysan* (2023)



[6] À savoir la fusion de l'Union des Exploitants Familiaux (UDEF) avec les Unions professionnelles agricoles (UPA), puis avec l'Alliance Agricole du Brabant wallon (ABB), qui a abouti à la formation de la Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA). Contrairement à la grande diversité des membres de cette dernière, qui "ne [lui] permet pas de porter un discours sexy et affirmatif en défendant un secteur en particulier – le bio par exemple." (Marianne Streeel, Présidente de la FWA, dans une interview accordée à *La Libre* en 2024), ce refus est censé lui garantir, malgré son statut minoritaire, une certaine latitude.

[7] En l'occurrence des missions de formation, de conseil, de soutien, de plaidoyer et d'Éducation Permanente, mais pas de défense proprement dite des intérêts de ses membres. Source : MAP.



Visuel issu d'une campagne de sensibilisation du MAP.

Tant la FUGEA que la Confédération paysanne mettent en avant leur rôle[8] dans l'institution de la *Vía Campesina* (la "Voie Paysanne", en espagnol) comme organisation mondiale, lors de sa première Conférence internationale (Mons, 1993). L'objectif de cette dernière est d' "intégrer (1) la souveraineté alimentaire, (2) l'agroécologie et (3) le respect des droits des paysan.ne.s dans les processus de politique agricole régionale et internationale.[9]"

Car le projet commun est, *in fine*, éminemment politique à tous les niveaux jusqu'au plus haut : l'ONU. En 2008, la *Vía Campesina* compile les revendications exprimées depuis de nombreuses années par des paysannes et paysans du monde entier dans sa *Declaration of Rights of Peasants – Women and Men* (UNDROP) pour l'adresser au comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, lequel finit par demander la constitution, en 2012, d'un Groupe de travail intergouvernemental mandaté pour rédiger un projet de Déclaration sur les droits des paysans. L'ensemble du processus aboutit, en 2018, au vote de la résolution contenant en annexe la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales[10], centrée sur le droit à la terre, aux semences et à la biodiversité, ainsi que sur plusieurs "droits collectifs" ancrés dans la Souveraineté alimentaire[11]. Pensée pour

[8] Via leur appartenance à la Coordination paysanne européenne, organisatrice de l'évènement.

[9] Source : [Coordination européenne Vía Campesina](#). Aujourd'hui encore, la Coordination européenne Vía Campesina (ECVC) représente des millions d'agriculteurs dans 70 pays.

[10] À consulter dans une version mise en page et illustrée sur [Eurovia.org](#).

[11] La Souveraineté alimentaire étant ici entendue comme le droit des peuples à déterminer leurs systèmes alimentaires et agricoles et le droit de produire et de consommer une alimentation saine et culturellement appropriée.



© Iles de Paix

protéger les droits des paysannes, paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, celle-ci accorde **une attention particulière aux individus et groupes historiquement victimes des discriminations** qui se traduisent par la faim, l'extrême pauvreté, des expulsions forcées, des déplacements et de la criminalisation. Si l'article 3 évoque les personnes âgées, les jeunes, les enfants et les personnes handicapées, l'article 4 est entièrement consacré aux femmes et aux filles, qui représentent 70 % des personnes souffrant de la faim dans le monde alors même qu'elles jouent un rôle central dans la sécurité alimentaire locale et mondiale.

## Et maintenant ?

À l'heure d'écrire ces lignes, l'UNDROP entre dans sa phase d'appropriation et de mise en œuvre dans les pays membres de l'ONU. Quoiqu'elle se soit abstenue de signer en 2018, la Belgique est désormais engagée dans une commission afin de la faire appliquer en Europe. Le processus est lent, mais va "dans le bon sens".

Mais **revenons-en au choix des termes : agriculteur ou paysan ?** Alors que les penseurs des Lumières encourageaient l'emploi d'agriculteur comme terme professionnel neutre et non stigmatisant, dans toutes les langues, l'UNDROP a fait son choix : elle parle de *paysans*, de *campesinos*, de *peasants* qu'elle définit, en fran-

*çais, comme "toute personne qui mène ou qui cherche à mener, seule ou en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, une activité de production agricole à petite échelle de subsistance et/ou destinée au marché, qui s'appuie largement, mais pas nécessairement exclusivement, sur la main-d'œuvre de la famille ou du ménage et d'autres formes non monétaires d'organisation du travail, et qui a un lien particulier de dépendance et de rattachement à la terre."*

Il est frappant de constater à quel point cette définition est alignée avec l'ADN (Vision, Mission, Manifeste et valeurs) d'Iles de Paix.

Sur ces bases, le concept de *paysan* revêt désormais une connotation valorisante et militante revendiquée en particulier par les femmes et les hommes engagés dans la transition agroécologique des systèmes alimentaires. Aussi, c'est leur faire justice que de bien nommer les choses en affirmant sans ambiguïté le **soutien d'Iles de Paix aux paysannes et paysans**.